

Tribune libre

Plénum des 12 et 13 juin 2010 du CCI-POI

Résolution politique

1- Le Plénum approuve la décision prise par la Direction nationale de convoquer le 48^e congrès du CCI les 18, 19 et 20 décembre 2010, et de fixer, comme objectif central à ce congrès, de gagner le rétablissement de l'équilibre financier du journal, conformément au mandat du dernier congrès, par la prise en charge de cette bataille par les comités du POI.

Dans cette phase qui transite d'une période pré-révolutionnaire vers l'ouverture d'une crise révolutionnaire, la question centrale est et sera celle de la construction du parti révolutionnaire. Nous savons que la crise révolutionnaire peut éclater sans un parti révolutionnaire construit mais que son aboutissement positif exige l'existence d'un tel parti solidement enraciné dans la classe.

Tout se concentre donc dans notre capacité avant l'ouverture de la crise révolutionnaire à construire et enraciner le POI, forme de la transition vers la construction d'un parti révolutionnaire, transition qui, elle-même, sera amenée à s'accélérer au cours même de la crise révolutionnaire.

La réalisation de cet objectif est indissociable de l'objectif de gagner, d'ici le 48^e Congrès, la vente hebdomadaire de 10 000 Informations ouvrières pour retrouver et dépasser pour chacun des comités du POI l'effectif qui était le leur en 2009. Gagner les 10 000 IO, retrouver et dépasser les 8 174 adhérents du Parti ouvrier indépendant (en rattrapant donc le retard actuel de 800 cartes), c'est le moyen pour franchir de façon significative la première étape de la recentralisation du courant IV^e Internationale engagé dans la construction du POI.

Le Plénum mandate la DN pour qu'à chacune de ses séances elle s'astreigne à définir collectivement, comme direction du CCI, des objectifs chiffrés de développement du parti dans l'objectif de dépasser, aussi tôt que possible, 2009.

C'est en donnant les moyens aux comités du POI de se saisir du journal, de son élaboration, de prendre toute leur responsabilité d'objectifs de diffusion maîtrisés qui correspondent à l'équilibre financier ; c'est en entraînant un nombre toujours s'élargissant d'adhérents du POI comme diffuseurs du journal ; c'est en élaborant l'adaptation du contenu même du journal, pour le rendre saisissable par les adhérents, que nous ferons de la bataille sur les 10 000 *Informations Ouvrières* un instrument totalement intégré à la bataille pour les 8 174 cartes vers les 10 000, c'est-à-dire de l'organisation du POI.

2- Une nouvelle phase de la construction du POI et du renforcement de notre courant (section française de la IV^e Internationale) s'ouvre en France, en relation avec le franchissement d'une nouvelle étape dans la marche à l'ouverture de crises révolutionnaires dans tous les pays d'Europe.

La secousse qui frappe le vieux continent aujourd'hui constitue, répétons-le, l'expression la plus concentrée, à ce stade, de la crise qui frappe l'ensemble du système mondial fondé sur la propriété privée des moyens de production. Une expression majeure, compte tenu de la place historique de l'Europe dans le développement de tout le système. Mais quel que soit son caractère spectaculaire, elle n'est qu'un chaînon de cette crise, indissolublement relié à tous les autres. Impossible de détacher la crise européenne de l'effondrement en cours aux Etats-Unis, premier marché intérieur mondial, de la nouvelle crise qui vient d'éclater au Moyen-Orient (cf. la déclaration du SI de la IV^e Internationale), du mouvement de la classe ouvrière chinoise se dressant contre la bureaucratie et l'impérialisme, dans des conditions où la bureaucratie contre-révolutionnaire livre aux multinationales une fraction croissante du prolétariat chinois, posant pratiquement la question de la révolution politique (un mouvement qui remet en cause les délocalisations vers ces pays), et donc de la nouvelle aggravation de la crise politique qui ravage les sommets de l'administration américaine. Impossible de ne pas inscrire ces développements dans leur relation avec la chute du Mur, il y a vingt ans.

Le Plénum appelle à prendre les dispositions, sous toutes les formes — pour multiplier les prises de position pour la réintégration des délégués ouvriers élus de Foshan et licenciés pour fait de grève (ces prises de positions sont centralisées à l'Entente et à Labor Action China.

Le moindre accident menace tout le système financier mondial, comme en témoigne le fait que la mise sous tutelle le 22 mai, par la Banque d'Espagne, de la toute petite caisse d'épargne andalouse Cajasur a provoqué la dégradation par Fitch de la note de l'État espagnol, fait chuter l'euro et entraîné à quelques minutes de la clôture des marchés une baisse du Dow-Jones à Wall-Street de 0,56 points. Et tout « accident » remonte immédiatement au centre du système nerveux de tout le capital financier, à Washington.

L'effondrement européen en cours représente une manifestation de la décadence inexorable de l'impérialisme. Il est l'expression de l'extrême fragilisation de tout son système de domination. Ses sommets sont saisis de la plus vive inquiétude devant tout surgissement significatif de la classe ouvrière sur son propre plan, comme c'est le cas aujourd'hui avec la grève des ouvriers chinois de Honda, qui posent la question de la reconstruction de syndicats ouvriers indépendants.

3- Les militants de la IV^e Internationale sont amenés à construire le POI dans une situation où chaque jour connaît de nouveaux développements, de brusques accélérations et accès de panique de tous les dirigeants européens, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition.

A peine Merkel s'était-elle écartée des « conseils » du secrétaire d'État au Trésor américain pour annoncer le plus drastique des plans d'austérité que l'Allemagne ait connu depuis la guerre, que les marchés (le capital financier) ont organisé la pression sur la France en doublant en quelques séances le rendement des obligations de l'État français à 10 ans.

L'UE est moribonde comme institution prétendant « harmoniser », dans le cadre des rapports sociaux de propriété capitalistes, le continent européen. Mais elle reste le carcan utilisé pour discipliner, contraindre coûte que coûte chacune des nations d'Europe à rentrer dans le cadre des destructions nécessaires dictées désormais directement par l'administration Obama et le FMI et les « marchés ». Elle ne peut aller que de crises en crises, de destructions en destructions, avec ou sans sortie de l'euro. Elle n'en continue pas moins, subsidiaire du FMI désormais, à agir comme instrument de destruction des droits ouvriers et de la souveraineté des peuples.

Sous la pression du capital financier – qui pousse chaque gouvernement à affronter sa classe ouvrière, à remettre en cause toutes les concessions sur lesquelles reposait le « compromis » qui assurait la stabilité de l'ordre bourgeois sur le continent –, tout l'ordre politique et institutionnel des États européens est bouleversé de fond en comble. Les gouvernements constitués à l'issue des élections en Grande-Bretagne, Hongrie, République Tchèque ne disposent d'aucune assise capable de préserver leur stabilité dans la tempête et d'affronter leurs classes ouvrières respectives.

L'Allemagne ne se remet pas de la défaite de sa coalition gouvernementale dans le Land de NRW, marquée simultanément par un nouvel effondrement du parti ouvrier bourgeois traditionnel qu'est le SPD. La position de Zapatero en Espagne est brusquement remise en cause. Comme si cela ne suffisait pas, les élections en Belgique et aux Pays-Bas s'annoncent calamiteuses...

Une seule boussole dans ce chaos : celle que nous fournissent le programme de la IV^e Internationale et toute l'expérience accumulée durant les 70 ans écoulés depuis l'assassinat de Léon Trotsky, et au premier plan, la méthode de la transition dans la construction du parti révolutionnaire.

Méthode de la transition qui s'applique aujourd'hui dans des conditions inédites, celles où se combinant de manière contradictoire, la marche à la destruction massive des forces productives se heurte à la résistance des masses qui, en dépit des appareils, cherchent la voie pour transformer la situation prérévolutionnaire en crise révolutionnaire. De ces deux facteurs, la marche à la barbarie incluant la décomposition des organisations, la destruction de la démocratie politique et des nations, ou bien la marche à la révolution

prolétarienne, l'élément déterminant est sans aucun doute le deuxième. C'est sur celui-là que nous orientons toute notre activité consciente et organisée d'avant-garde pour aider les masses à surmonter les obstacles que les appareils dressent devant la marche à la révolution.

Ce qui nous amène à mettre au centre de notre politique la solution à la crise de direction sous toutes les formes, même modestes, que cette transition peut revêtir, qu'il s'agisse d'un premier pas vers la reconstitution d'une Entente européenne des travailleurs associant l'ensemble des participants à la conférence de Berlin sur la ligne de la rupture avec l'Union européenne et le FMI, et sous une forme adaptée, des États-Unis socialistes d'Europe (tel que le cadre en est fixé dans la lettre d'invitation des militants ouvriers allemands à la Conférence de Berlin) ; ou que ce soit, en France, dans la construction et le renforcement du Parti ouvrier indépendant s'inscrivant dans cette politique de rupture avec l'Union européenne et le FMI.

4- L'axe de notre combat : aider la classe à se rassembler sur son propre plan afin de préparer la contre-offensive indispensable.

Une condition : l'aider pratiquement à défendre sous toutes les formes l'indépendance de ses organisations de classe. Et pour cela, aider son avant-garde à s'organiser pour combattre dans ce processus, afin d'aider les masses à briser la camisole du pacte que les gouvernements européens ont scellé (un pacte certes ébréché, fragilisé à la moindre poussée, mais bel et bien existant) avec leurs directions.

Dans toute l'Europe, alors que les principaux gouvernements viennent d'annoncer simultanément les plans les plus terribles connus depuis la guerre, la classe, qui n'a été défaite dans aucun de ces pays, qui reste organisée dans ses puissantes organisations syndicales, se trouve comme « saisie ». Les manifestations et les grèves qui ont eu lieu en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie... et aussi en France, témoignent de ce qu'elle n'accepte nulle part le sort qui lui est réservé. Mais partout, les travailleurs s'interrogent, s'inquiètent de ce que tout semble fait, par leurs directions, pour les retenir. Le choc entre l'aspiration à l'organisation d'une riposte « à la hauteur » et la politique des directions, s'exprime chaque jour. Il est allé plus ou moins loin dans les différents pays, en relation avec le degré d'organisation, d'implantation et de tradition de l'avant-garde qui cherche à se dégager. Une chose est certaine, une puissante maturation politique est en cours, tous le savent et le redoutent.

Une course est engagée par les gouvernements pour prendre de vitesse le développement de ce processus. Côté gouvernements, tous savent que toute tentative sérieuse (même désespérée) de stabilisation de la situation dépend désormais exclusivement de la capacité qu'aura chacun de mettre en place, dans les délais les plus brefs, un « pacte d'union sacrée » avec les directions du mouvement ouvrier de son pays.

C'est dans l'objectif exclusif de fournir le cadre nécessaire à la réalisation de cette « union sacrée » que l'UE dévastée par la crise et l'affrontement d'intérêts nationaux divergents est présentée, tant par les gouvernements (de toutes couleurs politiques) que par leurs « oppositions » comme l'instrument permettant de défendre l'intérêt supérieur d'une Europe unie face à l'adversité des « marchés ». C'est ainsi que, de toutes parts, on prétend perfectionner les institutions supranationales et antidémocratiques de l'UE, pour en faire le véhicule de cette politique d'union nationale.

Les expertises en tous genres se multiplient, elles deviennent l'unique loi. Tout doit être sacrifié sur l'autel des marchés, du rétablissement des marges et des profits. Tout doit être détruit, des conquêtes majeures du prolétariat à l'organisation territoriale de la République bourgeoise, en intégrant des pans entiers des institutions formant la base de son appareil d'État.

Les directives du FMI, de l'UE (porte-parole des « marchés »), les avis des agences de notation s'imposent à tous les États, à tous les peuples comme la condition permettant de fluidifier les relations économiques mondiales, et donc de sauver le monde.

Malheur à celui qui brisera la chaîne. La menace a pour objectif de peser d'abord et avant tout sur les directions du mouvement ouvrier qui sont, de par leur place et leur histoire, particulièrement perméables à cette pression.

La décision de soumettre tous les budgets nationaux à l'examen préalable de Bruxelles représente le franchissement d'une nouvelle étape dans le renoncement à toute velléité de souveraineté nationale, et à plus forte raison de renoncement à toute notion de souveraineté des peuples.

En dehors de tout programme cohérent (susceptible d'avoir pour objectif la mise en place d'un gouvernement stable), la mécanique mise en place – qui n'est pas sans provoquer les plus graves contradictions, comme l'illustrent les derniers accrochages Merkel-Sarkozy – tente de définir dans chaque pays les contours d'un système néo-corporatiste permettant d'associer en amont les directions du mouvement ouvrier à toutes les contre-réformes exigées par le capital financier aux abois.

5- C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la disposition des forces qui se dessine en France dans le cadre de la préparation des échéances politiques de 2012.

Les dispositions qui sont esquissées à marche forcée par les différentes formations politiques, à commencer par la « gauche » PS, PCF, PG, « l'extrême-gauche » NPA et toutes les variantes de la gauche « écolo-sociétale », s'inscrivent toutes dans la préparation d'échéances électorales dont toutes se gardent bien de dégager la signification fondamentale, à ce moment particulier de la crise politique et institutionnelle de l'État, et qui donc valent acceptation (à quelques infimes nuances près) de ce cadre néo-corporatiste.

En haut lieu, on n'exclut plus que Sarkozy s'effondre et que son effondrement ouvre des brèches béantes dans le dispositif de défense de l'ordre bourgeois.

Le PS se prépare en toute hâte. Ce faisant, il accélère encore le processus bien engagé à l'issue de sa « victoire » aux régionales. Il organise sa propre dislocation, comme parti, au sens où l'histoire le liait encore aux formes de la démocratie parlementaire. L'adoption de la procédure des primaires « à gauche » constitue une étape de la destruction des partis, indispensable à l'établissement d'un système néo-corporatiste.

Le PCF, qui n'a pas exclu de participer à ces « primaires à gauche », prend la roue. A la veille de son congrès d'étape, l'*Humanité* vient de consacrer deux pages entières, sympathiques, à ceux qui viennent d'annoncer leur retrait du PCF, et leur conseille même l'adhésion directe au Front de Gauche, dessinant les contours de sa dissolution dans un vaste regroupement de la société civile.

Leur axe commun : se présenter comme force de proposition dans le combat pour le sauvetage de la planète par la régulation des marchés (d'où la place des différentes variantes d'écologistes dans toutes les combinaisons). Qui dit régulation des marchés, dit réforme démocratique des institutions de l'UE (dont la BCE) et participation des représentants des travailleurs aux instances de décisions économiques.

Leur objectif immédiat, à peine dissimulé : aider ce gouvernement à faire passer l'essentiel de ce qu'ils n'auront plus à faire, au cas où 2012 leur sourirait (cf. les projets de loi sur la réforme des retraites de Aubry et de Buffet).

Pour permettre la réalisation de ce montage visant à sauver la politique dictée par le FMI, l'UE et l'administration américaine, il faut tenter de priver la classe de ses organisations traditionnelles et pour cela, il faut réussir à franchir, maintenant, un pas dans la voie de l'intégration-destruction des organisations syndicales, qui continuent à rassembler en leur sein des millions de travailleurs et continuent à porter les espoirs de la masse.

Le temps presse, car malgré l'engagement sans faille d'un Thibault, le gouvernement Sarkozy continue de buter sur la réforme des retraites qui, rappelons-le, représente un verrou décisif pour la suite des contre-réformes exigées à cor et à cri par le capital financier (dont la commission Attali décline chaque jour les mesures).

Or, la succession du 1^{er} mai, du 27 mai et l'annonce du 24 juin... ne semblent pas avoir suffi à faire refluer le mouvement des militants qui, dans les organisations, expriment l'aspiration de la classe à une riposte à la hauteur des enjeux.

Le gouvernement, conscient du danger que fait peser toute brèche dans l'unicité, va s'acharner à tenter de la recoller.

Les partis doivent, de leur côté, tenter par tous les moyens de fournir à Thibault un cadre permettant de dissoudre tout ce qui mûrit depuis des semaines dans la classe et dans les organisations, dans un magma politico-syndical dont les staliniens, aidés des centristes réactionnaires, se sont fait une spécialité. Le congrès d'étape du PCF (19-20 juin) se fixe pour objectif d'en élaborer les formes (cf. la tribune de Pierre Laurent dans *l'Humanité* du 8 juin), déjà bien esquissées au meeting de Marseille. C'est la contribution qu'ils se proposent d'apporter à leur ralliement ultérieur au programme du PS, dans le cadre de leur fameux « Front Populaire du XXI^e siècle » dont la forme immédiate est l'offensive de décomposition profonde des partis qui est en cours (participation à 1 euro aux primaires dans le PS, PCF, NPA, PG.... Tous les partis sont concernés).

Dans une situation qui transite vers une situation révolutionnaire comme nous l'avons analysée, se vérifie une fois de plus le fait que, plus les masses vont à gauche, recherchant dans la lutte de classe une issue aux maux qui les assaillent, plus les appareils vont à droite, aujourd'hui dans la voie de la décomposition-destruction de leurs propres partis.

Face à cette politique réactionnaire, nous affirmons le POI comme parti, avec son journal (tribune libre de la lutte de classe). Nous défendons la forme parti de l'organisation de la classe ouvrière pour les mêmes raisons, fondamentalement, que nous défendons l'indépendance des organisations syndicales ouvrières.

6- D'où l'importance d'enregistrer dans ce plénum l'acquis considérable, pour la construction du parti, de ce que nous avons fait, notamment ces 4 derniers mois, depuis le plénum du mois de février.

Il nous revenait, comme trotskystes (conformément à notre programme), d'aider tous les adhérents du POI, tous ses comités locaux, à se disposer comme le véritable parti ouvrier en construction que nous sommes, et nous l'avons fait.

Combattant la politique « unicitaire » sous toutes ses formes, le journal IO a commencé à se livrer à un décorticage systématique de l'imposture des « 60 ans » et de « l'unité avec la CFDT » principal acteur de la « réforme » de 2003, sous une forme adaptée esquissant la place que le journal est en mesure d'occuper immédiatement auprès de cette couche décisive de militants ouvriers avec lesquels nous voulons resserrer les liens politiques, et dont nous nous fixons de gagner une partie au POI avant les grandes secousses qui s'annoncent.

Nous avons comme POI pris l'initiative, sur cette orientation, d'appuyer la construction de comités pour l'unité contre le consensus et organisé des meetings sur cet axe, même si nous n'avons pas été, à ce stade, capables de mener entre nous jusqu'au bout la discussion sur les obstacles rencontrés.

Nous avons appuyé de toutes nos forces – c'était le centre de gravité de toute la situation pour la classe – le pas franchi par la confédération FO dans la voie de la rupture, lorsqu'elle a décidé d'appeler à une journée de grève interprofessionnelle et à une manifestation nationale le 15 juin. Nous avons mis à profit cet appel dans la CGT, sur une ligne de front unique (contenu dans l'adresse initiale de FO aux autres confédérations), pour en faire un point d'appui à la volonté des syndiqués CGT. Ceux-ci veulent que la CGT joue son rôle dans la lutte de classe, au moment où Thibault veut inféoder la CGT au consensus et à la CES.

Nous avons appuyé ce pas concret en avant, nos camarades se sont déployés dans leurs organisations pour préparer le 15 juin, et nous appuierons à l'avenir tout pas franchi dans cette direction, par tous ceux qui l'oseront.

Nous l'avons fait dans le respect absolu de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats. Nous en avons profité, en révolutionnaires conséquents, pour nous livrer à un examen critique de notre implantation dans le mouvement syndical, de la solidité des positions que nos camarades occupent comme responsables syndicaux authentiques, c'est-à-dire appuyés sur l'organisation des syndiqués. Nous avons cherché et cherchons partout où c'est nécessaire à corriger pour l'avenir toute tendance à s'émanciper de cette exigence élémentaire, dans cette situation où les syndicats jouent plus que jamais un rôle majeur, pour les révolutionnaires que nous sommes, à la veille des plus grands bouleversements.

7- Une chose est certaine, l'opération montée le 24 juin par Thibault pour torpiller le 15 juin a d'ores et déjà raté son objectif essentiel. Le 15 juin, la confédération FO aura montré, malgré toutes les chausse-trapes, qu'elle a été en mesure (en rupture avec le consensus imposé) d'organiser une grève interprofessionnelle et une manifestation nationale à Paris sur les mots d'ordre clairs auxquels la masse des travailleurs de ce pays aspire à répondre. Le 15 juin s'inscrit d'ores et déjà dans la conscience des masses et constitue un point d'appui dans la maturation en cours. Cela ne lui sera pas pardonné. D'autant plus que le congrès de la CFDT, en dépit de ce qui en était attendu, n'a pas consolidé l'opération Thibault.

Pour ces raisons, le 15 juin sera, à coup sûr, le coup d'envoi d'une campagne forcenée de la part du gouvernement, du bloc Thibault et des partis « de gauche » pour faire refluer toute tentative de ce type et pour ressouder le « consensus » dont personne ne sera désormais autorisé à s'éloigner, mais dans un rapport où le 15 juin va également ouvrir pour les militants de la CGT, dans la FSU et, y compris dans une certaine mesure, dans la CFDT, (et, bien sûr, pour ceux de FO) la seule perspective capable de créer les conditions du recul du gouvernement sur la question centrale des retraites qui, répétons-le, concentre toute la situation politique : la grève interprofessionnelle pour bloquer la contre-réforme Sarkozy-Fillon.

D'où l'absolue nécessité pour le POI de nourrir la résistance à cette offensive dans les syndicats, en l'éclairant politiquement comme parti. Il nous revient d'engager, au lendemain de la publication de son projet par le gouvernement (le 16 juin), une offensive politique d'une dimension exceptionnelle, destinée à agréger toutes les forces qui sont prêtes à se dresser contre l'opération engagée conjointement par les directions de tous les partis, et à leur fournir un point d'appui — qui trouve son pendant syndical au travers du combat sur le terrain direct de la lutte des classes, sur le terrain des confédérations, pour la grève interprofessionnelle, pour le retrait du plan Woerth.

Face à l'offensive qui va nécessairement s'amplifier pour tenter d'intégrer dans le « front populaire du XXI^e siècle » toutes les forces qui vont avoir tendance à se dégager, nous proposons de mobiliser sur la ligne :

« Les choses sont claires. Le gouvernement a fait connaître son projet : c'est une agression d'ensemble et totale contre toutes les couches de la classe ouvrière et de la population. Les choses sont claires. La classe ouvrière est en état de légitime défense. Légitime serait la décision attendue par tous les travailleurs d'un appel commun des confédérations syndicales à la grève, la grève totale, la grève interprofessionnelle pour bloquer la politique du gouvernement Sarkozy et en particulier, dans le premier acte, imposer le retrait de la contre-réforme des retraites. Le Parti ouvrier indépendant, pour sa part, dans le respect des prérogatives des organisations syndicales appuiera tout pas en avant dans cette direction. Assez de déclarations sur les retraites ! Assez de déclarations sur les réformes souhaitables ! Assez de promesses pour demain ! Assez de projets de loi et de batailles d'amendements... Tous savent qu'elles ne peuvent aboutir, à commencer par vous, dirigeants du PS, du PCF, du PG !

Le projet du gouvernement a été rendu public aujourd'hui 16 juin. C'est maintenant, c'est tout de suite que l'immense majorité du peuple de ce pays veut entendre un mot, un seul mot : **Retrait !**

A ne pas le faire, vous fourniriez à Sarkozy une arme pour faire passer cette loi scélérate, dictée par le FMI et l'UE ! »

Soyons clairs, il ne peut s'agir d'une « supplique » adressée aux directions. On ne les prie pas de réaliser l'unité. On adresse une ferme interpellation aux directions. Elle doit répondre à l'état d'esprit du moment des masses et des militants, y compris à l'état d'esprit de ceux du PS, du PCF et du PG. C'est, au moment actuel, l'expression la plus élevée du combat pour le front unique. Cette interpellation se doit, certes, d'être menée dans le respect des formes qui permettent de s'adresser fraternellement aux militants de ces partis.

Mais soyons clairs, l'expérience que nous avons faite, les uns et les autres, exige la précision. L'adoption, localement avec les militants de ces partis, du texte le plus parfait possible, ne suffit pas. Nous ne pouvons constituer localement des « comités pour l'unité pour le retrait » que sur la base de l'interpellation claire et nette des directions. C'est dans ce sens que le BN du POI devrait solennellement s'adresser à la direction de ces partis.

Parce que la classe ouvrière se bat, parce que la situation transite vers une situation révolutionnaire et que la bourgeoisie et les appareils ont à y faire face, toute position indépendante est un enjeu. A fortiori, l'existence d'un parti, le POI, qui refuse de rentrer dans tout consensus de façon claire et nette.

Nous aurions donc tort de sous-estimer toutes les manœuvres et les concessions pour nous faire rentrer dans un front commun des partis de gauche. Cette offensive pour tenter de nous intégrer ne doit en aucun cas produire une politique attentiste ou frileuse. Au contraire, en relation avec l'acuité de la situation politique, nous avons à nous battre sur tous les terrains. A ce titre, nous précisons :

a- Rien n'interdit, au contraire, de participer aux différentes réunions politiques auxquelles nous sommes conviés ou pas ; rien n'interdit, au contraire, d'en être nous-mêmes les instigateurs, si les conditions sont réunies

c- S'il s'agit d'un cadre politico-syndical, nous le dénonçons et, en aucun cas, nous ne signerons communiqué, tract ou autre, mélangeant partis et syndicats

d- Dans le cas où nous obtenons une prise de position correcte qui, aujourd'hui, ne peut être que « retrait immédiat du plan Sarkozy-Fillon », ce qui constitue un point d'appui, nous proposons que, sous des formes adaptées, qui ne sont accusatrices, ni dénonciatrices, soit posée la question des partis nationalement. En rester sur le terrain local, sans poser le problème des partis au niveau national (ce que nous ferons avec la lettre que nous proposerons au BN du POI d'adresser aux partis), signifierait une politique de couverture des appareils.

e- Cette adresse aux dirigeants nationaux étant intégrée, ces appels, ces communiqués deviennent des aides aux travailleurs, aux militants pour commencer à se structurer sur une position pleinement indépendante qui est un pas de plus dans le recrutement au POI

f- Dans le cas où ces adresses aux dirigeants nationaux sont refusées, ceci signifie que ces responsables et militants locaux — refusant à ce stade la rupture avec leurs organisations — décident de protéger les dirigeants nationaux. Dans ce cas, parce que la proposition de « retrait du plan Sarkozy-Fillon » a été acceptée, celle-ci constitue un point d'appui. En toute circonstance, une solution peut être que le POI s'explique pleinement sur le plan qui est le sien. Dans tous les cas, en ce qui nous concerne, courant CCI, il est souhaitable de discuter au cas par cas, en relation avec la direction (CP et DN), de la tactique qu'il convient d'adopter.

Il s'agit, répétons-le, de la forme immédiate de la bataille pour le front unique qui, s'articulant avec la bataille que les militants trotskystes mènent sur le terrain des confédérations, doit permettre de fournir le point d'appui indispensable à la classe ouvrière dans son combat pour le retrait du plan Woerth, sur le terrain qui est le sien, sur le terrain de la lutte des classes, sur le terrain de la grève interprofessionnelle.

Cette forme peut brutalement changer si, par exemple, l'une des directions visées faisait le plus petit quart de pas en avant, sous la pression des masses. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, mais que la vigoureuse action politique du POI, à l'échelle de ses forces, a pour objectif de contribuer à modifier.

Sur cette base : Mise en ordre de marche de tous les comités POI, de tous les comités pour le retrait quelle qu'en soit la forme, ainsi que de toutes les déclinaisons syndicales qui viennent donner au dispositif politique le contenu concret du combat pour le retrait du plan Woerth ; Organisation d'un déploiement de masse autour des numéros d'IO qui viennent avec l'objectif de gagner à 100 % la campagne d'abonnements ; organisation minutieuse, dans chaque comité POI, du recrutement au POI et, sur cette base, de la reprise des cartes 2009 qui restent parfaitement récupérables dans ces conditions.

8- En conclusion, le plénum s'engage à concentrer ses efforts pour inscrire tous les aspects de notre politique (IO, recrutement au POI, travail dans les syndicats, renforcement de la IV^e Internationale) dans le

cadre d'ensemble auquel les directions régionales du CCI sont chargées de veiller, au travers de l'échange qu'elles entretiennent avec le CP par l'intermédiaire de leurs rapports réguliers.

La situation qui s'avance, celle qui transite d'une situation de crise pré-révolutionnaire vers l'ouverture d'une crise révolutionnaire exige de notre part une attitude stratégique, la prévoyant, préparant nos cadres — dont l'enracinement dans les syndicats constitue un acquis considérable — à ne pas perdre de vue notre ligne stratégique mondiale.

C'est la raison pour laquelle il nous revient de nous astreindre, dans cette période de basculement, à en rétablir le cadre en intégrant, dans l'activité quotidienne de notre courant construisant le POI (sous forme de réunions ou d'autres initiatives), la conduite de la campagne commune de préparation de la CMO à Alger et de la conférence ouvrière européenne d'urgence de Berlin.

Nous disposons pour cela du dernier appel à la CMO publié dans IO cette semaine, et nous disposerons dans quinze jours du compte rendu de la conférence de Berlin.

Afin de permettre à l'ensemble du courant d'animer, dans le cadre du POI, la campagne pour la préparation de la Conférence mondiale d'Alger (27, 28, 29 novembre 2010), le plénum décide :

a- que le bulletin de discussion préparatoire à la CMO sera envoyé à tous les membres du plénum afin de leur permettre d'engager la discussion avec des militants ouvriers représentatifs dans l'objectif de constituer la délégation française de 35 camarades à la CMO (rappel : toutes les propositions doivent être centralisées à la commission internationale du POI). La page que IO consacrerait chaque semaine pendant l'été à un militant d'un pays participant à la CMO pourra être largement saisie par les comités POI au plan départemental ou local pour organiser, sous les formes qu'ils décideront, des « parrainages » permettant de réaliser les objectifs financiers, comme cela a été fait dans un département de la Région parisienne avec Haïti.

b- L'ensemble des militants sont saisis de l'appel des initiateurs de la CMO, à la demande de militants chinois, contre la répression en Chine. Si pour nous, militants de la IV^e Internationale, la grève de Honda est un moment dans le processus de la révolution politique, c'est sans préalable que nous décidons, dans le POI, dans le mouvement ouvrier, d'utiliser et faire signer largement cet appel contre la répression, d'en faire un instrument politique pour la préparation de la conférence d'Alger et la campagne financière.

c- De même, le plénum attire l'attention de l'ensemble des militants du courant, pour s'en saisir et en faire un élément de discussion dans les comités du POI, auprès des militants ouvriers de toutes tendances, sur le compte rendu qui sera fait par IO de la Conférence ouvrière de Berlin. Conférence à laquelle le POI a désigné sa délégation, et qui sera amenée à formuler des propositions de regroupement indépendant à l'échelle européenne pour l'aide à surmonter l'obstacle de la politique des appareils, qui, sur le continent et dans chaque pays, s'inscrivent dans le dispositif d'union sacrée pour prendre en charge les plans de l'Union européenne et du FMI.

9- Jeunes.

Le premier acte pour la discussion et la prise en charge de notre travail jeune — qui sera à l'ordre du jour de la DN de juillet préparant le 48^e Congrès —, c'est la tenue du camp jeune.

Le Plénum en prend la responsabilité afin que la totalité des secrétariats régionaux et départementaux prennent en charge la réalisation de l'objectif de 133 jeunes au camp.

10- Renforcement de la IV^e Internationale et mise en œuvre de la décision prise par le SI de la IV^e Internationale, d'organiser une série d'initiatives pour le 70^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky. La DN des 28 et 29 août adoptera une résolution sur ces questions. La CI n° 3 sort le 21 juin ; La Vérité n° 69 « Spéciale Léon Trotsky » paraîtra fin août.

11- Le Plénum enregistre les objectifs fixés par les membres du Plénum et donne mandat au CP de suivre semaine après semaine l'échange politique, conduit à partir de la réalisation de ces objectifs, avec toutes les unités régionales du CCI.

Calendrier : DN 3 juillet DN 28 et 29 août (rassemblement Sédov, le 28 au matin).
